

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/CTE/W/3**

10 mars 1995

(95-0521)

---

**Comité du commerce et de l'environnement**

## COMMUNICATION DU SECRETARIAT

On trouvera ci-joint le rapport que le secrétariat a présenté sous sa propre responsabilité au secrétariat de la Commission du développement durable en prévision de la troisième session que celle-ci tiendra du 11 au 28 avril 1995.

---

Genève, le 7 mars 1995

ACTIVITES DU GATT/DE L'OMC CONCERNANT LE COMMERCE  
ET L'ENVIRONNEMENT EN 1994-1995

Note préparée par le secrétariat du GATT pour la troisième session  
de la Commission du développement durable  
du 11 au 28 avril 1995

La présente note a été préparée par le secrétariat du GATT sous sa propre responsabilité, par suite de l'invitation qui lui a été faite par la Commission du développement durable (CDD) dans sa Décision sur le commerce, l'environnement et le développement durable, de présenter un rapport sur les activités du GATT/de l'OMC ayant trait au commerce et à l'environnement. Elle constitue une mise à jour de la note qui a été présentée à la dernière session de la CDD et qui est reproduite en annexe au document E/1994/43. Le secrétariat y décrit les éléments nouveaux et les activités qui concernent le commerce et l'environnement pour la période allant d'avril 1994 à mars 1995.

Décision ministérielle sur le commerce et l'environnement

En même temps qu'ils ont adopté l'Acte final du Cycle d'Uruguay à Marrakech le 15 avril 1994, les Ministres ont adopté une Décision sur le commerce et l'environnement qui prévoyait d'établir un Comité du commerce et de l'environnement au sein de l'OMC et qui définissait un programme de travail détaillé à l'intention de ce comité. Cette décision est reproduite à l'appendice 1 de la présente note.

Les tâches du Comité sont définies comme suit dans la Décision: "Identifier les relations entre les mesures commerciales et les mesures environnementales de manière à promouvoir le développement durable (et) faire des recommandations appropriées pour déterminer s'il y a lieu de modifier les dispositions du système commercial multilatéral, en respectant le caractère ouvert, équitable et non discriminatoire." Le mandat du Comité est large et il couvre tous les aspects du système commercial multilatéral: commerce des marchandises, commerce des services et droits de propriété intellectuelle. Le programme de travail confié au Comité fait fond sur les progrès déjà réalisés au sein du GATT grâce aux travaux du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international et aux travaux de ce groupe sur le suivi de la CNUED, ainsi qu'au sein du Comité du commerce et du développement et du Conseil du GATT. Il définit les points dont le Comité traitera au départ et au sujet desquels toute question pertinente pourra être soulevée. La Décision dispose que le Comité présentera un rapport à la première réunion biennale que tiendra la Conférence ministérielle de l'OMC, au cours de laquelle les travaux et le mandat du Comité seront examinés, à la lumière des recommandations qui auront été faites aux Ministres à l'occasion de cette conférence.

En attendant l'entrée en fonction de l'OMC, il a été décidé que les travaux relatifs au commerce et à l'environnement seraient entrepris sans attendre par le Comité préparatoire de l'OMC. Le Sous-Comité du commerce et de l'environnement a été établi à cette fin lors de la Conférence ministérielle de Marrakech. Le Sous-Comité était présidé par l'Ambassadeur du Brésil, M. Luiz Felipe Lampreia.

L'Accord instituant l'OMC est entré en vigueur le 1er janvier 1995. Le Comité du commerce et de l'environnement a été établi lors de la première réunion du Conseil général de l'OMC, qui s'est tenue le 31 janvier 1995. Le Comité est ouvert à tous les Membres de l'OMC. Le Conseil général de l'OMC a nommé à la présidence du Comité du commerce et de l'environnement l'Ambassadeur de l'Argentine, M. Juan Carlos Sánchez Arnau. Le Comité a tenu sa première réunion le 16 février 1995.

et il a établi un calendrier de travail détaillé pour le restant de l'année qui porte sur tous les éléments de son programme de travail.

#### Le Sous-Comité du commerce et de l'environnement du Comité préparatoire de l'OMC

Le Sous-Comité du commerce et de l'environnement a tenu cinq réunions de mai à novembre 1994.

Lors de sa première réunion en mai, il s'est penché sur diverses questions organisationnelles: demandes de statut d'observateur, documentation, comptes rendus et calendrier des réunions.

A la suite d'une série de consultations sur la question de l'octroi du statut d'observateur à des organisations intergouvernementales et afin de favoriser la collaboration et la complémentarité en ce qui concerne les travaux sur le commerce et l'environnement, le Sous-Comité a invité les secrétariats des organisations suivantes à participer à ses travaux en qualité d'observateurs: NU, PNUE, FAO, CCI, PNUD, OCDE, AELE, Commission du développement durable, FMI, CNUCED et Banque mondiale.

Lors de la deuxième réunion qui s'est tenue en juillet, les membres ont procédé à un premier échange de vues sur toutes les questions comprises dans le programme de travail et demandé au secrétariat du GATT de préparer un certain nombre de documents d'information. Les délégations avaient généralement le sentiment qu'il n'était pas nécessaire de fixer des priorités, mais que les travaux relatifs aux différents points du programme de travail devaient progresser de manière équilibrée et homogène.

A la troisième réunion qu'il a tenue en septembre, le Sous-Comité s'est intéressé plus particulièrement au point suivant de son programme de travail: "rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et: a) les impositions et taxes appliquées à des fins de protection de l'environnement; et b) les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage".

De nombreuses délégations ont fait remarquer que les gouvernements des pays membres du GATT avaient de plus en plus recours aux impositions et taxes appliquées à des fins de protection de l'environnement pour réaliser les objectifs de leur politique environnementale et internaliser leurs coûts de protection de l'environnement. Les règles du GATT ne concernaient que la façon dont les gouvernements pouvaient prélever des taxes et impositions intérieures qui s'appliquaient à des biens échangés - c'est-à-dire qui étaient prélevées sur des produits importés ou remises sur des produits exportés. Cette question était importante pour ceux qui prenaient des décisions en matière de commerce et d'environnement, d'autant plus qu'un certain nombre de pays avaient l'intention d'augmenter les taxes qu'ils prélevaient sur des facteurs de production sensibles d'un point de vue environnemental, tels que l'énergie et les transports.

De nombreuses délégations ont estimé que l'application de taxes et d'impositions sur les produits était un bon moyen de s'attaquer aux effets sur l'environnement et qu'elle était préférable aux mesures réglementaires qui ne s'en remettaient pas directement aux forces du marché pour atteindre leur objectif. Cependant, on a noté que les options retenues par les gouvernements quant au type de mesures le plus susceptible d'aboutir à un résultat précis dans des circonstances particulières dépendaient souvent de toute une série de facteurs et non pas de la seule efficacité économique. Il a été souligné que chacun des gouvernements des pays membres du GATT avait le droit souverain de décider de la façon et de la mesure suivant lesquelles il internaliserait ses coûts de protection de l'environnement; le Principe 16 de la Déclaration de Rio a été invoqué à cet égard.

Des préoccupations ont été soulevées concernant les effets que pouvaient avoir sur la compétitivité les taxes et impositions environnementales. Des délégations ont estimé que, faute d'ajustements fiscaux à la frontière, les exportations taxées dans leur pays d'origine pourraient être désavantagées en termes de prix sur les marchés mondiaux, tandis que l'imposition des produits fabriqués au pays, à l'exclusion des produits importés, pourrait créer un écart de prix qui profiterait aux produits importés. A cet égard, les règles du GATT concernant les ajustements fiscaux à la frontière étaient perçues comme un compromis important. L'article III renfermait les principales disciplines du GATT dans ce domaine. Elles avaient été établies en 1970 par un groupe de travail du GATT qui avait examiné en détail la question des ajustements fiscaux à la frontière et qui en était arrivé à un large consensus selon lequel les taxes perçues directement sur les produits pouvaient faire l'objet d'un ajustement à la frontière (elles pouvaient être prélevées sur les produits importés et remises sur les produits exportés); ce genre de taxes incluait par exemple les droits d'accise spécifiques, les taxes sur les ventes et les taxes en cascade ainsi que les taxes à la valeur ajoutée. La raison d'être d'une taxe n'influaient pas sur le traitement qui lui était réservé aux termes des règles du GATT. De nombreuses délégations présentes à la réunion ont fait remarquer que l'ajustement à la frontière des taxes et impositions environnementales, s'il était effectué convenablement, ne modifierait pas l'égalité des chances dans les conditions de concurrence entre produits importés et produits nationaux.

Le Groupe de travail de 1970 en était aussi arrivé à la conclusion que certaines taxes qui n'étaient pas perçues directement sur les produits (cotisations de sécurité sociale versées par les employeurs ou les employés, prélèvements sur les salaires et impôt sur le revenu, par exemple) ne devaient pas donner lieu à un ajustement fiscal à la frontière. Dans ce contexte, plusieurs délégations ont fait remarquer que l'ajustement des taxes ou impositions prélevées sur des procédés et méthodes de production qui n'étaient pas incorporés n'était pas autorisé, même si les règles du GATT autorisaient l'ajustement fiscal à la frontière des facteurs de production incorporés aux produits finals. Plusieurs autres délégations ont abordé la question sous l'angle de la logique économique qui sous-tendait les règles du GATT concernant l'ajustement fiscal à la frontière et de l'efficacité des taxes et impositions environnementales et de l'ajustement fiscal à la frontière pour atteindre des objectifs de protection de l'environnement. Les délégations avaient le sentiment qu'il fallait poursuivre les travaux dans ce domaine et qu'une étude de cas serait utile pour examiner les différents types de régimes d'imposition utilisés à des fins de protection de l'environnement.

S'agissant des normes et règlements relatifs à la protection de l'environnement, le Groupe du GATT sur les mesures environnementales et le commerce international avait effectué beaucoup de travaux sur les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage dont il serait tenu compte et qui serviraient de point de départ aux travaux à venir. Ces mesures et les régimes adoptés pour les appliquer pouvaient poser des problèmes aux producteurs étrangers: coûts de participation plus élevés, accès insuffisant aux informations, incapacité de participer au choix des critères et des produits et manque de transparence. Plusieurs membres ont souligné l'importance que revêtaient les accords du GATT et de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce au sujet des mesures de ce genre et ils ont insisté pour que soit dissipée toute incertitude entourant les mesures visées par ces accords. Les délégations avaient le sentiment qu'il fallait peut-être aussi examiner plus à fond les rapports entre les règles du système commercial multilatéral et les prescriptions appliquées aux produits pour des raisons de protection de l'environnement qui reposaient sur une analyse du cycle de vie se fondant sur des évaluations de procédés et méthodes de production qui n'étaient pas incorporés aux produits finals.

La quatrième réunion du Sous-Comité, qui s'est tenue en octobre, a été axée sur les "rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'accords environnementaux multilatéraux". Le Groupe du GATT sur les mesures environnementales et le commerce international s'était déjà penché sur ce point du programme de travail et il était également indiqué, dans le Principe 12 de la Déclaration de Rio, qu'il fallait faire tous les efforts pour que les mesures de lutte contre les

problèmes écologiques transfrontières ou mondiaux soient fondées sur un consensus international. Plusieurs délégations ont soulevé la question des mesures commerciales qui étaient appliquées en dehors du cadre d'un accord environnemental multilatéral, en disant qu'il fallait éviter les mesures commerciales unilatérales qui visaient à réaliser des objectifs de protection de l'environnement en dehors du territoire du pays qui les appliquait ou à réparer des atteintes à l'environnement qui ne se répercutaient pas sur lui. Certains ont ajouté que l'application de mesures unilatérales pouvait faire craindre une forme de discrimination arbitraire et de protectionnisme déguisé qui porterait atteinte au système commercial et pourrait saper le large appui dont bénéficiait l'action internationale en matière de protection de l'environnement.

Après avoir fait observer que des mesures commerciales n'avaient été prévues que dans un petit nombre d'accords environnementaux multilatéraux et qu'aucune n'avait jamais été contestée devant le GATT, quelques délégations ont souligné que les négociateurs d'accords environnementaux multilatéraux disposaient d'une grande marge de manoeuvre pour réaliser leurs objectifs de protection de l'environnement de manière tout à fait compatible avec les règles commerciales multilatérales, compte tenu du fait notamment que les exceptions générales prévues à l'article XX du GATT permettaient de prendre en compte certains objectifs prioritaires d'intérêt public. Un certain nombre de délégations étaient d'avis qu'il fallait d'abord examiner la nécessité et l'utilité d'inclure des mesures commerciales dans les accords environnementaux multilatéraux, notamment des mesures commerciales discriminatoires destinées aux non-parties, avant de se demander s'il convenait d'accroître la marge de manoeuvre offerte par l'OMC dans ce domaine. Selon ces délégations, il existait d'autres moyens tout aussi efficaces - l'assistance financière et technologique, par exemple - qui étaient préférables à des mesures commerciales pour atteindre l'objectif de protection de l'environnement et qui se révélaient plus efficaces lorsqu'il s'agissait de trouver des appuis pour une réaction concertée à l'échelle internationale.

S'agissant des rapports avec le système commercial multilatéral, deux formules ont été proposées dans l'éventualité où les Membres de l'OMC conviendraient finalement qu'il pouvait parfois être nécessaire de prévoir dans les accords environnementaux multilatéraux des mesures commerciales qui étaient incompatibles avec les dispositions actuelles des accords OMC, ne serait-ce qu'en dernier recours. La première reposerait essentiellement sur le recours ponctuel aux dispositions des accords OMC en matière de dérogation. La seconde supposerait la négociation d'une interprétation collective des dispositions existantes des accords OMC pour traiter de cette question en particulier. Le Groupe du GATT sur les mesures environnementales et le commerce international avait commencé à explorer ces deux approches. Les délégations ont souvent fait référence aux débats de ce groupe en apportant un certain nombre d'éléments nouveaux à la discussion, à savoir par exemple les critères qui pourraient être retenus si l'application de mesures commerciales en conformité d'un accord environnemental multilatéral devait être assouplie par rapport aux règles actuelles de l'OMC.

Plusieurs délégations ont parlé plus particulièrement de la situation des non-parties aux accords environnementaux multilatéraux, en se demandant si l'application de mesures commerciales discriminatoires à des non-parties était un moyen efficace de réaliser des objectifs de protection de l'environnement. De nombreuses délégations ont estimé que le simple fait de n'être pas partie à un accord environnemental multilatéral ne devait pas rendre un pays plus sujet à des mesures punitives et que les pays en développement étaient à ce titre beaucoup plus vulnérables que les pays développés face à la menace de sanctions commerciales. A leur avis, il importait aussi de tenir compte des raisons pour lesquelles les pays en développement éprouvaient peut-être des difficultés particulières lorsqu'il s'agissait d'adhérer à des accords environnementaux multilatéraux.

Lors de la dernière réunion qu'il a tenue en novembre, le Sous-Comité s'est intéressé plus particulièrement au point suivant: "effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges". Il a été constaté que

les questions d'accès aux marchés touchaient à pratiquement tous les points du programme de travail et que l'effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés était déjà examiné, notamment dans le contexte des taxes, impositions, règlements techniques et normes appliqués à des fins de protection de l'environnement.

De nombreuses délégations ont axé leur intervention sur les avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges, en laissant entendre que les travaux ultérieurs devraient partir du principe que la libéralisation des échanges était un préalable à la protection de l'environnement. Lorsque le prix d'un produit correspondait au coût réel des facteurs consommés pour sa production et sa distribution, les ressources étaient réparties judicieusement; dans le cas contraire, la distorsion des prix pouvait conduire à la surexploitation des ressources et, éventuellement, à leur épuisement prématuré. De nombreuses délégations ont souligné les avantages qui pourraient découler pour l'environnement de l'élimination des subventions qui faussaient et entravaient les échanges, notamment dans le secteur agricole et d'autres secteurs de produits primaires. Certaines ont ajouté que les subventions avaient également pour effet de détourner des ressources qui pourraient être utilisées à meilleures fins pour internaliser les coûts environnementaux et promouvoir le développement durable dans les pays en développement.

Il a été noté que les dispositions du Cycle d'Uruguay en matière d'accès aux marchés avaient déjà permis de faire un grand pas en avant. Les améliorations apportées par ces dispositions accroissaient la possibilité que la production se fasse dans les pays qui avaient les moyens de produire de manière efficace d'un point de vue environnemental et elles ouvraient aux pays en développement un plus large accès aux marchés.

Pour plusieurs délégations, le risque était grand que la protection de l'environnement et le protectionnisme commercial aillent de pair. Selon elles, l'expérience des dernières années révélait que la protection de l'environnement était de plus en plus utilisée pour empêcher les pays en développement d'avoir accès aux marchés des pays développés et pour protéger des intérêts commerciaux plutôt que pour réaliser des objectifs de protection de l'environnement. Même lorsque les mesures environnementales ne découlaient pas directement du désir de protéger des intérêts commerciaux, elles avaient pour effet d'imposer aux pays en développement des normes écologiques injustifiées. Les effets des mesures de protection de l'environnement sur l'accès aux marchés et sur les possibilités commerciales des pays en développement devaient être examinés sous deux angles: premièrement, les effets que les mesures de protection de l'environnement prises par les pays en développement eux-mêmes avaient sur la compétitivité de leurs exportations et, deuxièmement, l'incidence des politiques de l'environnement poursuivies par les pays développés sur les perspectives commerciales des pays en développement. Il a été rappelé que la nécessité d'encourager le développement durable par une libéralisation du commerce était l'un des principaux leitmotivs des résultats de la CNUED et que l'Action 21 préconisait un élargissement de l'accès aux marchés au profit des pays en développement. La libéralisation des échanges accroissait les possibilités de développement et l'augmentation de l'efficacité de la répartition réduisait la surexploitation et le gaspillage des ressources naturelles. Les Principes 2, 4, 6, 11 et 12 de la Déclaration de Rio ont été jugés pertinents dans ce contexte.

Au cours de l'année, le Président du Sous-Comité a mené des consultations informelles sur la façon dont le Sous-Comité et le Comité du commerce et de l'environnement, une fois que celui-ci aurait été institué pourraient le mieux contribuer aux arrangements appropriés concernant les relations avec les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales visées à l'article V de l'Accord instituant l'OMC. A la suite de ces consultations, onze organisations intergouvernementales ont été invitées à participer aux réunions du Sous-Comité en qualité d'observateurs. En ce qui concerne les arrangements concernant les relations avec les organisations non gouvernementales et les autres moyens d'améliorer la transparence au sein de l'OMC, les consultations n'étaient pas encore terminées lorsque le Sous-Comité a mis fin à ses travaux. Ces consultations se poursuivent donc.

### Le Comité de l'OMC chargé du commerce et de l'environnement

Le Comité du commerce et de l'environnement a repris là où le Sous-Comité s'était arrêté. A l'occasion de sa première réunion, qui s'est tenue le 16 février 1995, le Comité s'est intéressé en particulier à la "question de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur". Un groupe de travail du GATT s'était penché sur cette question de juillet 1989 à juin 1991, mais ses travaux n'avaient pas abouti à des résultats concluants. Lors de la réunion du Comité, les délégations ont examiné les événements survenus depuis lors au sein de l'OMC (les accords du Cycle d'Uruguay et les débats sur le commerce et l'environnement au sein du GATT) ainsi qu'en dehors de l'OMC, dans le cadre par exemple de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et des Directives de Londres applicables à l'échange de renseignements sur les produits chimiques qui font l'objet du commerce international. Les produits visés et les rapports entre les travaux du GATT/de l'OMC sur cette question et les dispositions applicables d'accords environnementaux font partie des domaines devant faire l'objet d'autres analyses et études techniques.

A l'occasion de cette réunion, et en attendant la décision du Conseil général sur les conditions et critères devant régir la participation d'observateurs provenant d'organisations intergouvernementales aux travaux de l'OMC, le Comité est convenu de continuer à accorder le statut d'observateur, de façon ponctuelle pour chacune de ses réunions, aux organisations intergouvernementales qui avaient observé les travaux du Sous-Comité.

Le Comité a également adopté un calendrier de travail pour le restant de l'année qui est reproduit à l'appendice 2 de la présente note.

### Symposium du GATT sur le commerce, l'environnement et le développement durable

Les 10 et 11 juin 1994, le secrétariat du GATT a organisé au siège de l'Organisation à Genève un symposium public sur le commerce, l'environnement et le développement durable. Environ 300 personnes y ont participé, dont un certain nombre de représentants d'organisations non gouvernementales provenant de pays en développement, grâce au financement de la Fondation Ford. Les deux principaux objectifs du symposium étaient de fournir des renseignements sur les travaux en cours au GATT concernant le commerce et l'environnement et de réunir des spécialistes reconnus dans ce domaine pour débattre du rôle que les politiques commerciales peuvent jouer dans la protection de l'environnement et la promotion du développement durable. Le symposium était organisé autour de trois thèmes sur lesquels des conférenciers avaient été invités à donner des exposés: libéralisation des échanges, protection de l'environnement et développement durable; internalisation des coûts environnementaux et incidence sur le système commercial; et coopération internationale. On peut obtenir auprès du Secrétariat de l'OMC des copies des exposés qui ont été présentés ainsi qu'un rapport détaillé sur le débat qui s'en est suivi (en anglais seulement).

## **APPENDICE 1**

### **ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

#### **Commerce et environnement**

##### **Décision du 14 avril 1994**

Les *Ministres*, réunis à l'occasion de la signature de l'Acte final reprenant les résultats des Négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay à Marrakech le 15 avril 1994,

*Rappelant* le préambule de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui dispose que les "rapports [des Membres] dans le domaine commercial et économique devraient être orientés vers le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours croissant du revenu réel et de la demande effective, et l'accroissement de la production et du commerce de marchandises et de services, tout en permettant l'utilisation optimale des ressources mondiales conformément à l'objectif de développement durable, en vue à la fois de protéger et préserver l'environnement et de renforcer les moyens d'y parvenir d'une manière qui soit compatible avec leurs besoins et soucis respectifs à différents niveaux de développement économique,"

##### *Prenant note:*

- de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, d'Action 21, et de son suivi au GATT, tel qu'il a été présenté dans la déclaration du Président du Conseil des Représentants à la 48ème session des PARTIES CONTRACTANTES en décembre 1992, ainsi que des travaux du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, du Comité du commerce et du développement et du Conseil des Représentants,
- du programme de travail envisagé dans la Décision sur le commerce des services et l'environnement, et
- des dispositions pertinentes de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce,

*Considérant* qu'il ne devrait pas y avoir, et qu'il n'y a pas nécessairement, de contradiction au plan des politiques entre la préservation et la sauvegarde d'un système commercial multilatéral ouvert, non discriminatoire et équitable d'une part et les actions visant à protéger l'environnement et à promouvoir le développement durable d'autre part,

*Désireux* de coordonner les politiques dans le domaine du commerce et de l'environnement, et cela sans dépasser le cadre du système commercial multilatéral, qui est limité aux politiques commerciales et aux aspects des politiques environnementales qui touchent au commerce et qui peuvent avoir des effets notables sur les échanges de ses membres,

##### *Décident:*

- de charger le Conseil général de l'OMC, à sa première réunion, d'établir un Comité du commerce et de l'environnement ouvert à tous les Membres de l'OMC qui présentera un rapport à la première réunion biennale que la Conférence ministérielle tiendra après l'entrée en vigueur de l'OMC, au cours



de laquelle les travaux et le mandat du Comité seront examinés, à la lumière des recommandations du Comité,

- que la Décision du CNC du 15 décembre 1993 dont une partie est libellée comme suit:
  - "a) en vue d'identifier les relations entre les mesures commerciales et les mesures environnementales de manière à promouvoir le développement durable,
  - b) en vue de faire des recommandations appropriées pour déterminer s'il y a lieu de modifier les dispositions du système commercial multilatéral, en respectant le caractère ouvert, équitable et non discriminatoire, pour ce qui concerne, notamment:
    - la nécessité d'élaborer des règles pour accroître les interactions positives des mesures commerciales et environnementales, afin de promouvoir le développement durable, en tenant spécialement compte des besoins des pays en développement, en particulier des moins avancés d'entre eux, et
    - la prévention des mesures commerciales protectionnistes, et l'adhésion à des disciplines multilatérales efficaces pour garantir la capacité du système commercial multilatéral de prendre en compte les objectifs environnementaux énoncés dans l'Action 21 et dans la Déclaration de Rio, en particulier le Principe 12, et
    - la surveillance des mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement, des aspects des mesures environnementales qui touchent au commerce et qui peuvent avoir des effets notables sur les échanges et de l'application effective des disciplines multilatérales régissant ces mesures,"

constitue, avec ce qui est énoncé dans le préambule ci-dessus, le mandat du Comité du commerce et de l'environnement,

- que, dans le cadre de ce mandat, et pour faire en sorte que les politiques en matière de commerce international et les politiques environnementales se renforcent mutuellement, le Comité traitera au départ les points ci-après, au sujet desquels toute question pertinente pourra être soulevée:
  - rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'accords environnementaux multilatéraux;
  - rapports entre les politiques environnementales qui intéressent le commerce et les mesures environnementales ayant des effets notables sur le commerce et les dispositions du système commercial multilatéral;
  - rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et:
    - a) les impositions et taxes appliquées à des fins de protection de l'environnement,
    - b) les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage;

- dispositions du système commercial multilatéral pour ce qui est de la transparence des mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement et des mesures et prescriptions environnementales qui ont des effets notables sur le commerce;
  - rapports entre les mécanismes de règlement des différends du système commercial multilatéral et ceux qui sont prévus dans les accords environnementaux multilatéraux;
  - effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges;
  - question des exportations de produits interdits sur le marché intérieur,
- que le Comité du commerce et de l'environnement examinera le programme de travail envisagé dans la Décision sur le commerce des services et l'environnement et les dispositions pertinentes de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce comme faisant partie intégrante de ses travaux, dans le cadre du mandat susmentionné,
- que, en attendant la première réunion du Conseil général de l'OMC, les travaux du Comité du commerce et de l'environnement devraient être exécutés par un sous-comité du Comité préparatoire de l'Organisation mondiale du commerce, ouvert à tous les membres du Comité préparatoire,
- d'inviter le Sous-Comité du Comité préparatoire, et le Comité du commerce et de l'environnement lorsqu'il aura été institué, à apporter sa contribution aux organes pertinents pour ce qui est des arrangements appropriés concernant les relations avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales visées à l'article V de l'OMC.

## **APPENDICE 2**

### **ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

#### **Comité du commerce et de l'environnement**

##### **Programme de travail pour 1995**

- 16 février: Point 7: "exportations de produits interdits sur le marché intérieur"
- 6-7 avril: Point 4: "dispositions du système commercial multilatéral pour ce qui est de la transparence des mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement et des mesures et prescriptions environnementales qui ont des effets notables sur le commerce"  
Point 5: "rapports entre les mécanismes de règlement des différends du système commercial multilatéral et ceux qui sont prévus dans les accords environnementaux multilatéraux"  
Point 10: "arrangements appropriés concernant les relations avec les organisations non gouvernementales visées à l'article V de l'OMC et transparence en matière de documentation"
- 21-22 juin: Point 8: "aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)"  
Point 9: "services"  
Point 2: "rapports entre les politiques environnementales qui intéressent le commerce et les mesures environnementales ayant des effets notables sur le commerce et les dispositions du système commercial multilatéral"
- début  
septembre: Point 6: "effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges"
- fin  
octobre: Point 1: "rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'accords environnementaux multilatéraux"  
Point 3: "rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et:  
a) les impositions et taxes appliquées à des fins de protection de l'environnement  
b) les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage"
- Bilan et préparation du programme de travail pour 1995-1996.